

RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1979 B 02685

Numéro SIREN : 315 429 837

Nom ou dénomination : AMUNDI IMMOBILIER

Ce dépôt a été enregistré le 22/06/2018 sous le numéro de dépôt 44525

DEPOT DES COMPTES ANNUELS

DATE DEPOT : 22-06-2018

N° DE DEPOT : 044525

N° GESTION : 1979B02685

N° SIREN : 315429837

DENOMINATION : AMUNDI IMMOBILIER

ADRESSE : 91-93 bd Pasteur 75015 Paris

MILLESIME : 2017

AMUNDI IMMOBILIER

91 BOULEVARD PASTEUR 75015 PARIS

**Etats financiers en milliers d'euros au
31 décembre 2017**

**COPIE CERTIFIEE CONFORME
A L'ORIGINAL**

per le Directeur Général
M. Jean-Marc Coly

Sommaire

BILAN	3
Bilan - Actif	4
Bilan - Passif	5
RESULTAT	6
Compte de résultat (en liste)	7
Compte de résultat (suite)	8
ANNEXE	9
Commentaires	10
Principes et méthodes comptables	12
Etat de l'actif immobilisé	16
Etat des amortissements	17
Etat des provisions	18
Etat des échéances des créances et des dettes	19
Charges et produits exceptionnels	20
Variation des capitaux propres	21
Ventilation de l'impôt sur les bénéfices	22
Effectif moyen	23
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	24
Situation fiscale différée et latente	25
Quote-part des résultats sur opérations faites en commun	26
Liste des filiales et participations	27
Charges à payer	28
Produits à recevoir	29

BILAN

BILAN ACTIF

Rubriques	Brut	Amort.	31/12/2017	31/12/2016
Capital souscrit non appelé	0		0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de développement	0	0	0	0
Concessions, brevets et droits similaires	752	752	0	0
Fonds commercial	14 523	0	14 523	14 795
Autres immobilisations incorporelles	20	20	0	0
Avances sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
TOTAL immobilisations incorporelles	15 296	772	14 523	14 795
Terrains	0	0	0	0
Constructions	0	0	0	0
Installations techniques, matériel	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	4	4	0	0
Immobilisations en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
TOTAL immobilisations corporelles	4	4	0	0
Participations selon la méthode de meq	0	0	0	0
Autres participations	15 524	2 869	12 655	12 727
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	101 007	0	101 007	72 407
Autres immobilisations financières	0	0	0	40
TOTAL Immobilisations financières	116 531	2 869	113 662	85 174
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	131 831	3 646	128 185	99 969
Matières premières, approvisionnements	0	0	0	0
En cours de production de biens	0	0	0	0
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	0	0	0	0
TOTAL Stock	0	0	0	0
Avances et acomptes versés sur commandes	24	0	24	22
Clients et comptes rattachés	27 389	841	26 548	29 687
Autres créances	27 999	1 241	26 758	14 546
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
TOTAL Créances	55 389	2 082	53 307	44 233
Valeurs mobilières de placement	1 204	8	1 196	1 311
dont actions propres:				
Disponibilités	710	0	710	5 128
TOTAL Disponibilités	1 913	8	1 908	6 440
Charges constatées d'avance	28	0	28	61
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	57 354	2 090	55 264	50 755
Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)	0		0	0
Prime de remboursement des obligations (IV)	0		0	0
Ecart de conversion actif (V)	0		0	0
TOTAL GENERAL ACTIF (I à V)	189 185	5 736	183 450	150 724

BILAN PASSIF

Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Capital social ou individuel dont versé : 16 685	16 685	16 685
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	14 833	14 833
Ecart de réévaluation dont écart d'équivalence 0	0	0
Réserve légale	1 668	1 567
Réserves statutaires ou contractuelles	597	597
Réserves réglementées dont réserve des prov. fluctuation des cours : 0	0	0
Autres réserves dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : 0	3 735	3 735
TOTAL Réserves	6 000	5 898
Raport à nouveau	13 885	5 827
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	47 316	37 780
Subventions d'investissement	0	0
Provisions réglementées	0	0
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	98 719	81 023
Produit des émissions de titres participatifs	0	0
Avances conditionnées	0	0
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)	0	0
Provisions pour risques	1 068	735
Provisions pour charges	1 904	1 443
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	2 972	2 178
Emprunts obligataires convertibles	0	0
Autres emprunts obligataires	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 447	319
Emprunts et dettes financières divers dont emprunts participatifs : 0	0	0
TOTAL Dettes financières	2 447	319
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	33 996	29 911
Dettes fiscales et sociales	14 466	12 325
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0
Autres dettes	30 850	24 968
TOTAL Dettes d'exploitation	79 312	67 204
Produits constatés d'avance	0	0
TOTAL DETTES (IV)	81 759	67 523
Ecart de conversion Passif (V)	0	0
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	183 450	150 724

Résultat de l'exercice en centimes 47 316 208,08

Total du bilan 183 449 548,30

RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT (en liste)

COMPTE DE RESULTAT	France	Exportation	31/12/2017	31/12/2016
Ventes de marchandises	0	0	0	0
Production vendue biens	0	0	0	0
Production vendue services	158 460	0	158 460	133 364
Chiffres d'affaires nets	158 460	0	158 480	133 384
Production stockée			0	0
Production immobilisée			0	0
Subventions d'exploitation			0	0
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			125	634
Autres produits			33	86
Total des produits d'exploitation (I)			158 618	134 083
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			0	0
Variation de stock (marchandises)			0	0
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			0	0
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			0	0
Autres achats et charges externes			63 482	61 089
Impôts, taxes et versements assimilés			2 554	2 367
Salaires et traitements			11 401	9 183
Charges sociales			5 879	4 832
Dotations d'exploitation	sur	Dotations aux amortissements	0	0
	immobilisations	Dotations aux provisions	0	0
	Sur actif circulant : dotations aux provisions		1 014	6
	Pour risques et charges : dotations aux provisions		796	265
Autres charges			423	48
Total des charges d'exploitation (II)			85 547	77 791
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			73 071	56 293
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			7	0
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			0	1
Produits financiers de participations			1 252	1 373
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			0	0
Autres intérêts et produits assimilés			60	58
Reprises sur provisions et transferts de charges			192	24
Différences positives de change			0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			1	1
Total des produits financiers (V)			1 505	1 456
Dotations financières aux amortissements et provisions			38	28
Intérêts et charges assimilées			121	115
Différences négatives de change			103	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			161	0
Total des charges financières (VI)			422	144
RÉSULTAT FINANCIER			1 082	1 312
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			74 161	57 604

COMPTE DE RESULTAT (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	31/12/2017	31/12/2016
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	0
Produits exceptionnels sur opérations en capital	5	0
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	0
<i>Total des produits exceptionnels (VII)</i>	<i>5</i>	<i>0</i>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	74	9
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	36	5
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	0	0
<i>Total des charges exceptionnelles (VIII)</i>	<i>111</i>	<i>14</i>
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	-105	-14
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	1 363	971
Impôts sur les bénéfices (X)	25 376	18 839
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	160 135	135 539
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	112 819	97 760
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	47 316	37 780

ANNEXE

Commentaires

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres s'établissent à 98 719 milliers d'euros au 31 décembre 2017 contre 81 023 milliers d'euros au 31 décembre 2016

L'assemblée générale ordinaire du 20 Juin 2017 constatant que le bénéfice net de l'exercice s'élève à 37 780 milliers d'euros augmenté du report à nouveau de 17 858 milliers d'euros soit une somme distribuable de 55 637 milliers d'euros décide :

- de distribuer un dividende de 47,43 euros par action au titre de l'exercice 2016 soit 41 650 milliers d'euros,
- d'affecter en report à nouveau 13 885 milliers d'euros,
- de porter en réserve légale un montant de 102 milliers d'euros.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les titres de participation et autres titres immobilisés ont été mouvementés pour l'essentiel par les événements suivants :

- Cession des titres de participation Amundi Immobilier, CPR AM et Amundi Private Equity Funds à Amundi SA.

PARTICIPATION DES SALARIES AUX FRUITS DE L'EXPANSION ET INTERESSEMENT

Certaines sociétés du groupe se sont constituées en « Unité Economique et Sociale » (Amundi, Amundi AM, Amundi IT Services, Amundi Finance, Amundi TC, Amundi Immobilier, Amundi Intermédiation, Amundi Private Equity Funds, Etoile Gestion, Société Générale Gestion, BFT Investment Managers, CPRAM et Amundi Transition Energétique). Des accords relatifs à la participation des salariés et à l'intéressement ont été conclus dans ce cadre.

La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

Au 31 décembre 2017, la participation constatée au titre de l'exercice 2017 s'élève à 817 milliers d'euros.

Une charge estimée correspondant à l'intéressement est constatée dans le compte de résultat au même titre que la participation.

Au 31 décembre 2017, l'intéressement constaté par la société représente un montant de 546 milliers d'euros.

Les salariés mis à disposition par Crédit Agricole SA bénéficient des accords signés dans le cadre de l'« UES » de cette entité. La charge à payer estimée de la participation et de l'intéressement attribués dans ce cadre a été enregistrée dans les comptes.

UTILISATION DU CREDIT D'IMPOT POUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI (CICE)

Le CICE obtenu en 2017 a eu pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité d'Amundi Immobilier à travers des efforts en matière de recrutement.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Néant.

EVENEMENTS SUBSEQUENTS

Néant.

Règles et méthodes comptables

PRESENTATION DES COMPTES

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général.

PRINCIPES GENERAUX

Les états financiers de Amundi Immobilier sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France conformément aux dispositions du règlement comptable ANC n° 2016-07 du 4 novembre 2016 modifiant le règlement 2014-03 du 5 juin 2014 ainsi qu'aux règles définies par Crédit Agricole SA agissant en tant qu'Organe Central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE ET DE PRESENTATION DES COMPTES

Aucun changement de méthode comptable et de présentation des comptes n'a été appliqué par rapport à l'exercice précédent.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Le détail des autres provisions pour risques et charges figurant dans le tableau « provisions et dépréciations » se décompose comme suit :

- Provisions pour charges sociales sur actions 2015 -2016-2017 : 35 milliers d'euros

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les éléments corporels sont évalués :

- à leur coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat majoré des frais accessoires (biens acquis à titre onéreux)
- à leur coût de production (biens produits),
- à leur valeur vénale (biens acquis à titre gréuit).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée d'usage :

Installations et agencements	Linéaire	5 ans
Matériel d informatique	Dégressif	3 ans
Mobilier et matériel de bureau	Linéaire	5 ans

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les logiciels sont amortis sur une durée de trois ans en linéaire. Ces logiciels font l'objet d'un amortissement dérogatoire sur 12 mois. Les logiciels créés font quant à eux l'objet d'un amortissement dérogatoire sur l'exercice.

Le fonds de commerce enregistré pour une valeur de 14 795 milliers d'euros, ne fait l'objet d'aucun amortissement.

Au regard des résultats du test de dépréciation du fonds de commerce, il n'y a pas lieu de le déprécier.

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES IMMOBILISES

Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés sont comptabilisés au coût historique, hors frais d'acquisition.

Les sorties sont valorisées d'après le mode premier entré, premier sorti.

A la clôture de l'exercice, ils font l'objet individuellement de provisions pour dépréciation lorsque leur valeur d'utilité est inférieure au coût historique.

Afin de respecter les directives de la consolidation, les autres titres immobilisés ont été reclassés en Valeurs Mobilières de Placement.

L'information du tableau des filiales et participations concernant le chiffre d'affaires et le résultat de l'exercice en cours est fournie sous réserve de leur approbation par l'Assemblée générale ordinaire.

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition, hors frais d'acquisition.

Les sorties sont valorisées d'après le mode premier entré, premier sorti.

Les moins-values éventuelles par rapport à la valeur probable de négociation, déterminée ligne à ligne, font l'objet d'une provision pour dépréciation.

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

AVANTAGES AU PERSONNEL POSTERIEURS A L'EMPLOI – PLANS DE RETRAITE – REGIMES A COTISATIONS DEFINIES

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs".

Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, Amundi Immobilier n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en "frais de personnel".

ENGAGEMENTS EN MATIERE DE RETRAITE, DE PRE-RETRAITE ET D'INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE – REGIMES A PRESTATIONS DEFINIES

Amundi Immobilier applique la recommandation ANC n° 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires.

A ce titre, Amundi Immobilier provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Le taux retenu pour le 31 décembre 2017 est de 1.38 % et l'engagement mesuré est de 2 765 milliers d'euros.

A l'intérieur du Groupe Amundi, Amundi a formalisé un contrat d'assurance « Indemnité Fin de Carrière » (IFC) avec PREDICA et des conventions de mandat entre Amundi AM et les filiales de l'UES ont été signées.

Depuis la mise en place du contrat, les différents versements effectués auprès de PREDICA, soit 897 milliers d'euros, ont été pris en résultat et sont venus en diminution de l'engagement mesuré.

Au 31 décembre 2017, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 6,92 %,
- une variation de moins 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 7,59 %.

IMPOT SUR LES SOCIETES

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre la contribution sociale de 3.3 % et la contribution exceptionnelle.

INTEGRATION FISCALE

Amundi Immobilier est depuis le 1^{er} janvier 2010 dans le groupe fiscal Amundi.

Son résultat fiscal est de 74 M€. Du fait de l'intégration fiscale, une dette de 25M€ envers la société mère a été comptabilisée au bilan par contrepartie du résultat.

REGIME DE SOCIETE MERE

Amundi Immobilier est consolidé par Amundi et par Crédit Agricole SA.

COMPOSITION DU CAPITAL

La capital social au 31 décembre 2017 est constitué de 878 140 actions ordinaires entièrement libérées d'une valeur nominale de 19 euros.

Au 31 décembre 2017, Amundi détient 878 134 actions, Amundi Asset Management 1 action, Amundi Finance 1 action, CPR Asset Management 1 action, Etoile Gestion 1 action, Société Générale Gestion 1 action et BFT Investment Managers 1 action.

CHARGES ET PRODUITS

Les produits et charges de commissions sont comptabilisés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les intérêts ainsi que les commissions assimilées à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les commissions acquises rémunérant des services continus sont étalées sur la durée de vie de la prestation fournie.

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

La rémunération des dirigeants est connue de l'actionnaire unique.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

La société est consolidée selon la méthode de l'intégration globale chez Amundi. En conséquence, l'information relative aux honoraires des commissaires aux comptes est indiquée dans l'annexe des comptes consolidés du groupe Amundi .

IMMOBILISATIONS

Rubriques		Début d'exercice	Réévaluation	Acqu. et apports
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		15 592	0	0
Terrains		0	0	0
Constructions	Sur sol propre	0	0	0
	Sur sol d'autrui	0	0	0
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	0	0	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels		0	0	0
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	0	0	0
	Matériel de transport	0	0	0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	4	0	0
	Emballages récupérables et divers	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours		0	0	0
Avances et acomptes		0	0	0
TOTAL (III)		4	0	0
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0
Autres participations		15 560	0	0
Autres titres immobilisés		0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières		72 592	0	28 415
TOTAL (IV)		88 152	0	28 415
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		103 749	0	28 415

Rubriques		Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		0	297	15 296	0
Terrains		0	0	0	0
Constructions	Sur sol propre	0	0	0	0
	Sur sol d'autrui	0	0	0	0
	Inst, agenc, aménagt des constructions	0	0	0	0
Installations techniques, matériel et outillage Industriels		0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	Inst, agenc, aménagt divers	0	0	0	0
	Matériel de transport	0	0	0	0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	0	0	4	0
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours		0	0	0	0
Avances et acomptes		0	0	0	0
TOTAL (III)		0	0	4	0
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0	0
Autres participations		0	36	15 524	0
Autres titres immobilisés		0	0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières		0	0	101 007	0
TOTAL (IV)		0	36	116 531	0
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		0	333	131 831	0

AMORTISSEMENTS

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		798	0	25	772
Terrains		0	0	0	0
Sur sol propre		0	0	0	0
Constructions	Sur sol d'autrui	0	0	0	0
	Installations générales, agencements	0	0	0	0
Installations techniques, matériels et outillages		0	0	0	0
Installations générales, agencements divers		0	0	0	0
Autres immo. corporelles	Matériel de transport	0	0	0	0
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	4	0	0	4
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		4	0	0	4
TOTAL GENERAL (I + II + III)		802	0	25	777

Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0
Terrains	0	0	0	0	0	0	0
Constructions :							
sol propre	0	0	0	0	0	0	0
sol autrui	0	0	0	0	0	0	0
install.	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations :							
Inst. techn.	0	0	0	0	0	0	0
Inst gén.	0	0	0	0	0	0	0
M. Transport	0	0	0	0	0	0	0
Mat bureau.	0	0	0	0	0	0	0
Emball.	0	0	0	0	0	0	0
CORPO.	0	0	0	0	0	0	0
Acquis. de titres	0			0			0
TOTAL		0	0	0	0	0	0

Cadre C		Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler		0	0	0	0
Primes de remboursement des obligations		0	0	0	0

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers	0	0	0	0
Provisions investissements	0	0	0	0
Provisions pour hausse des prix	0	0	0	0
Amortissements dérogatoires	0	0	0	0
- Dont majorations exceptionnelles de 30%	0	0	0	0
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions implantation étranger après 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions pour prêts d'installation	0	0	0	0
Autres provisions réglementées	0	0	0	0
TOTAL (I)	0	0	0	0
Provisions pour litige	735	336	3	1 068
Frais de développement	0	0	0	0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	0	0	0	0
Provisions pour pensions	1 443	425	0	1 868
Provisions pour impôts	0	0	0	0
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien	0	0	0	0
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	0	35	0	35
TOTAL (II)	2 178	796	3	2 972
Provisions sur immos incorporelles	0	0	0	0
Provisions sur immos corporelles	0	0	0	0
Provisions sur titres mis en équivalence	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	2 833	37	1	2 869
Provisions sur autres immos financières	145	0	145	0
Provisions sur stocks	0	0	0	0
Provisions sur comptes clients	641	215	15	841
Autres provisions pour dépréciations	603	800	153	1 249
TOTAL (III)	4 221	1 051	314	4 959
TOTAL GENERAL (I + II + III)	6 400	1 847	317	7 930
Dont dotations et reprises d'exploitation		1 810	125	
Dont dotations et reprises financières		38	192	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		0	0	
dépréciations des titres mis en équivalence				0

CREANCES ET DETTES

Cadre A	Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations		0	0	0
Prêts		101 007	101 007	0
Autres immos financières		0	0	0
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE		101 007	101 007	0
Clients douteux ou litigieux		841	841	0
Autres créances clients		26 548	26 548	0
Créances représentatives de titres prêtés		0	0	0
Personnel et comptes rattachés		0	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		12	12	0
Etat et autres collectivités	Impôts sur les bénéfices	0	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée	1 103	1 103	0
	Autres impôts	0	0	0
	Etat - divers	29	29	0
Groupes et associés		26 855	28 855	0
Débiteurs divers		0	0	0
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT		55 389	55 389	0
Charges constatées d'avance		28	28	0
TOTAL DES CREANCES		156 424	156 424	0
Prêts accordés en cours d'exercice		0		
Remboursements obtenus en cours d'exercice		0		
Prêts et avances consentis aux associés		0		

Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles		0	0	0	0
Autres emprunts obligataires		0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine		47	47	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine		2 400	2 400	0	0
Emprunts et dettes financières divers		0	0	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés		33 996	33 996	0	0
Personnel et comptes rattachés		5 502	5 502	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		3 137	3 137	0	0
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	0	0	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée	4 641	4 641	0	0
	Obligations cautionnées	0	0	0	0
	Autres impôts	1 186	1 186	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		0	0	0	0
Groupes et associés		25 386	25 386	0	0
Autres dettes		5 464	5 464	0	0
Dette représentative de titres empruntés		0	0	0	0
Produits constatés d'avance		0	0	0	0
TOTAL DES DETTES		81 759	81 759	0	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice		2 400	Emprunts auprès des associés personnes physiques		0
Emprunts remboursés en cours d'exercice		0			

CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Erreurs sur opérations de bourses	74	0
Cessions titres de participation	36	5
TOTAL	111	5

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	16 685						16 685
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	14 833						14 833
Ecart de réévaluation	0						0
Réserve légale	1 567				102		1 669
Réserves statutaires ou contractuelles	597						597
Réserves réglementées	0						0
Autres réserves	3 735						3 735
Report à nouveau	5 828			-12 030	-3 973		13 865
Résultat de l'exercice	37 779	47 316		41 650	3 871		47 316
Subventions d'investissement	0						0
Provisions réglementées	0						0
TOTAL CAPITAUX PROPRES	81 023	47 316	0	29 620	0	0	98 719

Au cours de l'exercice 2016, un acompte sur dividende a été versé à hauteur de 12 030 K€.

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie.

REPARTITION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

Impôts	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat net après impôt
Résultat courant	74 161	25 810	48 351
Résultat exceptionnel	-105	-36	-69
Participation des salariés aux fruits de l'expansion	-1 363	-398	-965
TOTAL	72 692	25 376	47 316

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie.

EFFECTIF MOYEN

Effectifs	Personnel salarié	Effectif mis à la disposition de l'entreprise
Effectif global	110	1
TOTAL	110	1

IDENTITE DES SOCIETES MERES CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE

Dénomination et siège social	Forme juridique	Capital	% de détention
CREDIT AGRICOLE SA 12 place des Etats-Unis 92 127 MONTRouGE Cedex SIREN : 784 608 416	Société Anonyme	8 538 314	68,29%
AMUNDI SA 91 Boulevard Pasteur 75015 PARIS SIREN : 314 222 902	Société Anonyme	503 776	100,00%

SITUATION FISCALE DIFFEREE ET LATENTE

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt		
Provisions réglementées	0	0
Subventions d'investissement	0	0
Ecart d'évaluation négatif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Actif	0	0
Autres charges déduites d'avance		
Plus values à long terme en sursis d'imposition		
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt	0	0
Total passif d'impôt futur	0	0
Bases d'allègement de la dette future d'impôt		
Participation des salariés	-862	-637
Autres négociations RH	-96	-3
Provisions pour retraites et obligations similaires	-1 869	-1 444
Autres risques et charges provisionnés	-240	0
Charges à payer	-226	-171
Bonus	-3 546	-2 403
Provision contrat génération	-262	-213
Ecart d'évaluation positif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Passif		
Autres produits taxés d'avance		
Déficits reportables fiscalement		
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt taux normal	-5 232	-4 871
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt taux long terme	-1 869	
Total actif d'impôt futur au taux normal de l'exercice (1)	-1 802	-1 677
Total actif d'impôt futur au taux Long Terme (2)	-483	
Situation nette	-2 284	-1 677

(1) Taux d'impôt :	34,43%	34,43%
Dont taux normal d'impôt sur les sociétés :	33,33%	33,33%
Contribution sociale sur l'impôt :	3,30%	3,30%
Contribution exceptionnelle sur l'impôt :	0,00%	0,00%
(2) Taux Long terme	25,83%	

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie.

QUOTE-PART DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN

Affaires bénéficiaires	Résultat global	Résultat transféré
AMUNDI IT SERVICES (Résultat comptable 2016 affecté par l'AG du 30/06/2017)	1 420	7
TOTAL	1 420	7

Affaires déficitaires	Résultat global	Résultat transféré
TOTAL	0	0

Liste des filiales et des participations

[illegible]

1) De la valeur d'investisseurs emise en un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société avant la publication. Lorsque la société a encaissé à son plein, un tiers des comptes considérés conformément à la réglementation, cet accord ne donne des renseignements que problème, (5) et (6) flaire harmoniques (ensemble) et (7) flaire harmoniques (ensemble).

Z) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.

3) Les modes et variations d'ancienneté ne seraient pas variables au fil d'une enquête mais plutôt au

[illegible]

DETAIL DES CHARGES A PAYER en K€

Charges à payer	Montant
Fourn. - fact. non parvenues	27 390
Perso - dettes prov. partic. salariés	787
Perso - autres charges à payer	526
Charges sur bonus provisionnés	1 208
Dettes provisions congés payés	1 581
Perso - dettes prov. sur bonus	2 322
Provisions JRS	59
Perso -prov. bonus différé	229
Charges prov. bonus différés	113
Ch. soc. sur prov./ salaires	731
Organic à payer	226
Part. à l'effort de construction	46
Autres charges à payer/organismes sociaux	263
Provision Contrib. Eco. Territoriale	865
Provision Taxe sur les salaires	125
Autres impôts et taxes	1
TOTAL DES CHARGES A PAYER	36 472

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie.

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR en K€

Produits à recevoir	Montant
Clients OPCVM, produits non facturés	22 061
Organismes sociaux, produits à recevoir	12
Etat, crédit d'impôt	29
Créances groupe - intérêts courus	32
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	22 134

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie.



COPIE CERTIFIÉE CONFORME
À L'ORIGINAL

par le Directeur Général
M. Jean-Marc Coly.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2017)

Aux Actionnaires
Amundi Immobilier
91-93, boulevard Pasteur
75015 Paris

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Amundi Immobilier relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, Fax: +33 (0)1 56 57 58 60, www.pwc.fr

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 78 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 1^{er} juin 2018

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit



Emmanuel Benoist

AMUNDI IMMOBILIER

91 BOULEVARD PASTEUR 75015 PARIS

**Etats financiers en milliers d'euros au
31 décembre 2017**

Sommaire

BILAN.....	<u>3</u>
Bilan - Actif.....	<u>4</u>
Bilan - Passif.....	<u>5</u>
RESULTAT.....	<u>6</u>
Compte de résultat (en liste).....	<u>7</u>
Compte de résultat (suite).....	<u>8</u>
ANNEXE.....	<u>9</u>
Commentaires.....	<u>10</u>
Principes et méthodes comptables.....	<u>12</u>
Etat de l'actif immobilisé.....	<u>16</u>
Etat des amortissements.....	<u>17</u>
Etat des provisions.....	<u>18</u>
Etat des échéances des créances et des dettes.....	<u>19</u>
Charges et produits exceptionnels.....	<u>20</u>
Variation des capitaux propres.....	<u>21</u>
Ventilation de l'impôt sur les bénéfices.....	<u>22</u>
Effectif moyen.....	<u>23</u>
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société.....	<u>24</u>
Situation fiscale différée et latente.....	<u>25</u>
Quote-part des résultats sur opérations faites en commun.....	<u>26</u>
Liste des filiales et participations.....	<u>27</u>
Charges à payer.....	<u>28</u>
Produits à recevoir.....	<u>29</u>

BILAN

BILAN ACTIF

Rubriques	Brut	Amort.	31/12/2017	31/12/2016
Capital souscrit non appelé	0		0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de développement	0	0	0	0
Concessions, brevets et droits similaires	752	752	0	0
Fonds commercial	14 523	0	14 523	14 795
Autres immobilisations incorporelles	20	20	0	0
Avances sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
TOTAL immobilisations incorporelles	15 296	772	14 523	14 795
Terrains	0	0	0	0
Constructions	0	0	0	0
Installations techniques, matériel	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	4	4	0	0
Immobilisations en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
TOTAL immobilisations corporelles	4	4	0	0
Participations selon la méthode de meq	0	0	0	0
Autres participations	15 524	2 869	12 855	12 727
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autras titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	101 007	0	101 007	72 407
Autres immobilisations financières	0	0	0	40
TOTAL immobilisations financières	116 531	2 869	113 662	85 174
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	131 831	3 646	128 185	99 969
Matières premières, approvisionnements	0	0	0	0
En cours de production de biens	0	0	0	0
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	0	0	0	0
TOTAL Stock	0	0	0	0
Avances et acomptes versés sur commandes	24	0	24	22
Clients et comptes rattachés	27 389	841	26 548	29 687
Autres créances	27 999	1 241	26 758	14 546
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
TOTAL Créances	55 389	2 082	53 307	44 233
Valeurs mobilières de placement	1 204	8	1 196	1 311
dont actions propres:				
Disponibilités	710	0	710	5 128
TOTAL Disponibilités	1 913	8	1 906	6 440
Charges constatées d'avance	28	0	28	61
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	57 354	2 090	55 264	50 755
Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)	0		0	0
Prime de remboursement des obligations (IV)	0		0	0
Ecart de conversion actif (V)	0		0	0
TOTAL GENERAL ACTIF (I à V)	189 185	5 736	183 450	150 724

BILAN PASSIF

Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Capital social ou individuel dont versé : 16 685	16 685	16 685
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	14 833	14 833
Ecart de réévaluation dont écart d'équivalence 0	0	0
Réserve légale	1 668	1 567
Réserves statutaires ou contractuelles	597	597
Réserves réglementées dont réserve des prov. fluctuation des cours : 0	0	0
Autres réserves dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : 0	3 735	3 735
TOTAL Réserves	6 000	5 898
Report à nouveau	13 885	5 827
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	47 316	37 780
Subventions d'investissement	0	0
Provisions réglementées	0	0
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	98 719	81 023
Produit des émissions de titres participatifs	0	0
Avances conditionnées	0	0
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)	0	0
Provisions pour risques	1 068	735
Provisions pour charges	1 904	1 443
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	2 972	2 178
Emprunts obligataires convertibles	0	0
Autres emprunts obligataires	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 447	319
Emprunts et dettes financières divers dont emprunts participatifs : 0	0	0
TOTAL Dettes financières	2 447	319
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	33 996	29 911
Dettes fiscales et sociales	14 466	12 325
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0
Autres dettes	30 850	24 968
TOTAL Dettes d'exploitation	79 312	67 204
Produits constatés d'avance	0	0
TOTAL DETTES (IV)	81 759	67 523
Ecart de conversion Passif (V)	0	0
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	183 450	150 724

Résultat de l'exercice en centimes 47 316 208,08

Total du bilan 183 449 548,30

RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT (en liste)

COMPTE DE RESULTAT	France	Exportation	31/12/2017	31/12/2016
Ventes de marchandises	0	0	0	0
Production vendue biens	0	0	0	0
Production vendue services	158 460	0	158 460	133 364
Chiffres d'affaires nets	158 460	0	158 460	133 364
Production stockée			0	0
Production immobilisée			0	0
Subventions d'exploitation			0	0
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			125	634
Autres produits			33	86
Total des produits d'exploitation (I)			158 618	134 083
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			0	0
Variation de stock (marchandises)			0	0
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			0	0
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			0	0
Autres achats et charges externes			63 482	61 089
Impôts, taxes et versements assimilés			2 554	2 367
Salaires et traitements			11 401	9 183
Charges sociales			5 879	4 832
Dotations d'exploitation	sur	Dotations aux amortissements	0	0
	immobilisations	Dotations aux provisions	0	0
	Sur actif circulant : dotations aux provisions		1 014	6
	Pour risques et charges : dotations aux provisions		796	265
Autres charges			423	48
Total des charges d'exploitation (II)			85 547	77 791
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			73 071	56 293
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			7	0
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			0	1
Produits financiers de participations			1 252	1 373
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			0	0
Autres intérêts et produits assimilés			60	58
Reprises sur provisions et transferts de charges			192	24
Différences positives de change			0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			1	1
Total des produits financiers (V)			1 505	1 456
Dotations financières aux amortissements et provisions			38	28
Intérêts et charges assimilées			121	115
Différences négatives de change			103	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			161	0
Total des charges financières (VI)			422	144
RÉSULTAT FINANCIER			1 082	1 312
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			74 161	57 604

COMPTE DE RESULTAT (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	31/12/2017	31/12/2016
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	0
Produits exceptionnels sur opérations en capital	5	0
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	0
<i>Total des produits exceptionnels (VII)</i>	<i>5</i>	<i>0</i>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	74	9
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	36	5
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	0	0
<i>Total des charges exceptionnelles (VIII)</i>	<i>111</i>	<i>14</i>
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	-105	-14
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	1 363	971
Impôts sur les bénéfices (X)	25 376	18 839
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	160 135	135 539
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	112 819	97 760
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	47 316	37 780

ANNEXE

Commentaires

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres s'établissent à 98 719 milliers d'euros au 31 décembre 2017 contre 81 023 milliers d'euros au 31 décembre 2016

L'assemblée générale ordinaire du 20 Juin 2017 constatant que le bénéfice net de l'exercice s'élève à 37 780 milliers d'euros augmenté du report à nouveau de 17 858 milliers d'euros soit une somme distribuable de 55 637 milliers d'euros décide :

- de distribuer un dividende de 47,43 euros par action au titre de l'exercice 2016 soit 41 650 milliers d'euros,
- d'affecter en report à nouveau 13 885 milliers d'euros,
- de porter en réserve légale un montant de 102 milliers d'euros.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les titres de participation et autres titres immobilisés ont été mouvementés pour l'essentiel par les événements suivants :

- Cession des titres de participation Amundi Immobilier, CPR AM et Amundi Private Equity Funds à Amundi SA.

PARTICIPATION DES SALARIES AUX FRUITS DE L'EXPANSION ET INTERESSEMENT

Certaines sociétés du groupe se sont constituées en « Unité Economique et Sociale » (Amundi, Amundi AM, Amundi IT Services, Amundi Finance, Amundi TC, Amundi Immobilier, Amundi Intermédiation, Amundi Private Equity Funds, Etoile Gestion, Société Générale Gestion, BFT Investment Managers, CPRAM et Amundi Transition Energétique). Des accords relatifs à la participation des salariés et à l'intéressement ont été conclus dans ce cadre.

La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

Au 31 décembre 2017, la participation constatée au titre de l'exercice 2017 s'élève à 817 milliers d'euros.

Une charge estimée correspondant à l'intéressement est constatée dans le compte de résultat au même titre que la participation.

Au 31 décembre 2017, l'intéressement constaté par la société représente un montant de 546 milliers d'euros.

Les salariés mis à disposition par Crédit Agricole SA bénéficient des accords signés dans le cadre de l'« UES » de cette entité. La charge à payer estimée de la participation et de l'intéressement attribués dans ce cadre a été enregistrée dans les comptes.

UTILISATION DU CREDIT D'IMPOT POUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI (CICE)

Le CICE obtenu en 2017 a eu pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité d'Amundi Immobilier à travers des efforts en matière de recrutement.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Néant.

EVENEMENTS SUBSEQUENTS

Néant.

Règles et méthodes comptables

PRESENTATION DES COMPTES

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général.

PRINCIPES GENERAUX

Les états financiers de Amundi Immobilier sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France conformément aux dispositions du règlement comptable ANC n° 2016-07 du 4 novembre 2016 modifiant le règlement 2014-03 du 5 juin 2014 ainsi qu'aux règles définies par Crédit Agricole SA agissant en tant qu'Organe Central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE ET DE PRESENTATION DES COMPTES

Aucun changement de méthode comptable et de présentation des comptes n'a été appliqué par rapport à l'exercice précédent.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Le détail des autres provisions pour risques et charges figurant dans le tableau « provisions et dépréciations » se décompose comme suit :

- Provisions pour charges sociales sur actions 2015 -2016-2017 : 35 milliers d'euros

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les éléments corporels sont évalués :

- à leur coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat majoré des frais accessoires (biens acquis à titre onéreux)
- à leur coût de production (biens produits),
- à leur valeur vénale (biens acquis à titre gratuit).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée d'usage :

Installations et agencements	Linéaire	5 ans
Matériel d informatique	Dégressif	3 ans
Mobilier et matériel de bureau	Linéaire	5 ans

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les logiciels sont amortis sur une durée de trois ans en linéaire. Ces logiciels font l'objet d'un amortissement dérogatoire sur 12 mois. Les logiciels créés font quant à eux l'objet d'un amortissement dérogatoire sur l'exercice.

Le fonds de commerce enregistré pour une valeur de 14 795 milliers d'euros, ne fait l'objet d'aucun amortissement.

Au regard des résultats du test de dépréciation du fonds de commerce, il n'y a pas lieu de le déprécier.

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES IMMOBILISES

Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés sont comptabilisés au coût historique, hors frais d'acquisition.

Les sorties sont valorisées d'après le mode premier entré, premier sorti.

A la clôture de l'exercice, ils font l'objet individuellement de provisions pour dépréciation lorsque leur valeur d'utilité est inférieure au coût historique.

Afin de respecter les directives de la consolidation, les autres titres immobilisés ont été reclassés en Valeurs Mobilières de Placement.

L'information du tableau des filiales et participations concernant le chiffre d'affaires et le résultat de l'exercice en cours est fournie sous réserve de leur approbation par l'Assemblée générale ordinaire.

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition, hors frais d'acquisition.

Les sorties sont valorisées d'après le mode premier entré, premier sorti.

Les moins-values éventuelles par rapport à la valeur probable de négociation, déterminée ligne à ligne, font l'objet d'une provision pour dépréciation.

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

AVANTAGES AU PERSONNEL POSTERIEURS A L'EMPLOI – PLANS DE RETRAITE – REGIMES A COTISATIONS DEFINIES

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs".

Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, Amundi Immobilier n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en "frais de personnel".

ENGAGEMENTS EN MATIERE DE RETRAITE, DE PRE-RETRAITE ET D'INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE – REGIMES A PRESTATIONS DEFINIES

Amundi Immobilier applique la recommandation ANC n° 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires.

A ce titre, Amundi Immobilier provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Le taux retenu pour le 31 décembre 2017 est de 1.38 % et l'engagement mesuré est de 2 765 milliers d'euros.

A l'intérieur du Groupe Amundi, Amundi a formalisé un contrat d'assurance « Indemnité Fin de Carrière » (IFC) avec PREDICA et des conventions de mandat entre Amundi AM et les filiales de l'UES ont été signées.

Depuis la mise en place du contrat, les différents versements effectués auprès de PREDICA, soit 897 milliers d'euros, ont été pris en résultat et sont venus en diminution de l'engagement mesuré.

Au 31 décembre 2017, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 6,92 %,
- une variation de moins 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 7,59 %.

IMPOT SUR LES SOCIETES

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre la contribution sociale de 3.3 % et la contribution exceptionnelle.

INTEGRATION FISCALE

Amundi Immobilier est depuis le 1^{er} janvier 2010 dans le groupe fiscal Amundi.

Son résultat fiscal est de 74 M€. Du fait de l'intégration fiscale, une dette de 25M€ envers la société mère a été comptabilisée au bilan par contrepartie du résultat.

REGIME DE SOCIETE MERE

Amundi Immobilier est consolidé par Amundi et par Crédit Agricole SA.

COMPOSITION DU CAPITAL

La capital social au 31 décembre 2017 est constitué de 878 140 actions ordinaires entièrement libérées d'une valeur nominale de 19 euros.

Au 31 décembre 2017, Amundi détient 878 134 actions, Amundi Asset Management 1 action, Amundi Finance 1 action, CPR Asset Management 1 action, Etoile Gestion 1 action, Société Générale Gestion 1 action et BFT Investment Managers 1 action.

CHARGES ET PRODUITS

Les produits et charges de commissions sont comptabilisés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les intérêts ainsi que les commissions assimilées à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les commissions acquises rémunérant des services continus sont étalées sur la durée de vie de la prestation fournie.

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

La rémunération des dirigeants est connue de l'actionnaire unique.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

La société est consolidée selon la méthode de l'intégration globale chez Amundi. En conséquence, l'information relative aux honoraires des commissaires aux comptes est indiquée dans l'annexe des comptes consolidés du groupe Amundi .

IMMOBILISATIONS

Rubriques		Début d'exercice	Réévaluation	Acqu. et apports
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		15 592	0	0
Terrains		0	0	0
Constructions	Sur sol propre	0	0	0
	Sur sol d'autrui	0	0	0
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	0	0	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels		0	0	0
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	0	0	0
	Matériel de transport	0	0	0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	4	0	0
	Emballages récupérables et divers	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours		0	0	0
Avances et acomptes		0	0	0
TOTAL (III)		4	0	0
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0
Autres participations		15 560	0	0
Autres titres immobilisés		0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières		72 592	0	28 415
TOTAL (IV)		88 152	0	28 415
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		103 749	0	28 415

Rubriques		Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		0	297	15 296	0
Terrains		0	0	0	0
Constructions	Sur sol propre	0	0	0	0
	Sur sol d'autrui	0	0	0	0
	Inst.agencets,aménagts des constructions	0	0	0	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels		0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	Inst.agencets,aménagts divers	0	0	0	0
	Matériel de transport	0	0	0	0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	0	0	4	0
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours		0	0	0	0
Avances et acomptes		0	0	0	0
TOTAL (III)		0	0	4	0
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0	0
Autres participations		0	36	15 524	0
Autres titres immobilisés		0	0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières		0	0	101 007	0
TOTAL (IV)		0	36	116 531	0
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		0	333	131 831	0

AMORTISSEMENTS

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		798	0	25	772
Terrains		0	0	0	0
Constructions	Sur sol propre	0	0	0	0
	Sur sol d'autrui	0	0	0	0
	Installations générales, agencements	0	0	0	0
Installations techniques, matériels et outillages		0	0	0	0
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers	0	0	0	0
	Matériel de transport	0	0	0	0
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	4	0	0	4
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		4	0	0	4
TOTAL GENERAL (I + II + III)		802	0	25	777

Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0
Terrains	0	0	0	0	0	0	0
Constructions :							
sol propre	0	0	0	0	0	0	0
sol autrui	0	0	0	0	0	0	0
install.	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations :							
Inst. techn.	0	0	0	0	0	0	0
Inst gén.	0	0	0	0	0	0	0
M.Transport	0	0	0	0	0	0	0
Mat bureau.	0	0	0	0	0	0	0
Emball.	0	0	0	0	0	0	0
CORPO.	0	0	0	0	0	0	0
Acquis. de titres	0			0			0
TOTAL	0	0	0	0	0	0	0

Cadre C		Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à évaluer		0	0	0	0
Primes de remboursement des obligations		0	0	0	0

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers	0	0	0	0
Provisions investissements	0	0	0	0
Provisions pour hausse des prix	0	0	0	0
Amortissements dérogatoires	0	0	0	0
- Dont majorations exceptionnelles de 30%	0	0	0	0
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions implantation étranger après 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions pour prêts d'installation	0	0	0	0
Autres provisions réglementées	0	0	0	0
TOTAL (I)	0	0	0	0
Provisions pour litige	735	336	3	1 068
Frais de développement	0	0	0	0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	0	0	0	0
Provisions pour pensions	1 443	425	0	1 868
Provisions pour impôts	0	0	0	0
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien	0	0	0	0
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	0	35	0	35
TOTAL (II)	2 178	796	3	2 972
Provisions sur immos incorporelles	0	0	0	0
Provisions sur immos corporelles	0	0	0	0
Provisions sur titres mis en équivalence	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	2 833	37	1	2 869
Provisions sur autres immos financières	145	0	145	0
Provisions sur stocks	0	0	0	0
Provisions sur comptes clients	641	215	15	841
Autres provisions pour dépréciations	603	800	153	1 249
TOTAL (III)	4 221	1 051	314	4 959
TOTAL GENERAL (I + II + III)	6 400	1 847	317	7 930
Dont dotations et reprises d'exploitation		1 810	125	
Dont dotations et reprises financières		38	192	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		0	0	
dépréciations des titres mis en équivalence				0

CREANCES ET DETTES

Cadre A	Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations		0	0	0
Prêts		101 007	101 007	0
Autres immos financières		0	0	0
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE		101 007	101 007	0
Clients douteux ou litigieux		841	841	0
Autres créances clients		26 548	26 548	0
Créances représentatives de titres prêtés		0	0	0
Personnel et comptes rattachés		0	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		12	12	0
Etat et autres collectivités	Impôts sur les bénéfices	0	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée	1 103	1 103	0
	Autres impôts	0	0	0
	Etat - divers	29	29	0
Groupes et associés		26 855	26 855	0
Débiteurs divers		0	0	0
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT		55 389	55 389	0
Charges constatées d'avance		28	28	0
TOTAL DES CREANCES		156 424	156 424	0
Prêts accordés en cours d'exercice		0		
Remboursements obtenus en cours d'exercice		0		
Prêts et avances consentis aux associés		0		

Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles		0	0	0	0
Autres emprunts obligataires		0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine		47	47	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine		2 400	2 400	0	0
Emprunts et dettes financières divers		0	0	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés		33 996	33 996	0	0
Personnel et comptes rattachés		5 502	5 502	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		3 137	3 137	0	0
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	0	0	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée	4 641	4 641	0	0
	Obligations cautionnées	0	0	0	0
	Autres impôts	1 186	1 186	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		0	0	0	0
Groupes et associés		25 386	25 386	0	0
Autres dettes		5 464	5 464	0	0
Dette représentative de titres empruntés		0	0	0	0
Produits constatés d'avance		0	0	0	0
TOTAL DES DETTES		81 759	81 759	0	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice		2 400	Emprunts auprès des associés personnes physiques		0
Emprunts remboursés en cours d'exercice		0			

CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Erreurs sur opérations de bourses	74	0
Cessions titres de participation	36	5
TOTAL	111	5

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	16 685						16 685
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	14 833						14 833
Ecart de réévaluation	0						0
Réserve légale	1 567				102		1 669
Réserves statutaires ou contractuelles	597						597
Réserves réglementées	0						0
Autres réserves	3 735						3 735
Report à nouveau	5 828			-12 030	-3 973		13 885
Résultat de l'exercice	37 779	47 316		41 650	3 871		47 316
Subventions d'investissement	0						0
Provisions réglementées	0						0
TOTAL CAPITAUX PROPRES	81 023	47 316	0	29 620	0	0	98 719

Au cours de l'exercice 2016, un acompte sur dividende a été versé à hauteur de 12 030 K€.

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie.

REPARTITION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

Impôts	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat net après impôt
Résultat courant	74 161	25 810	48 351
Résultat exceptionnel	-105	-36	-69
Participation des salariés aux fruits de l'expansion	-1 363	-396	-965
TOTAL	72 692	25 376	47 316

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie.

EFFECTIF MOYEN

Effectifs	Personnel salarié	Effectif mis à la disposition de l'entreprise
Effectif global	110	1
TOTAL	110	1

IDENTITE DES SOCIETES MERES CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE

Dénomination et siège social	Forme juridique	Capital	% de détention
CREDIT AGRICOLE SA 12 place des Etats-Unis 92 127 MONTRouGE Cedex SIREN : 784 608 416	Société Anonyme	8 538 314	68,29%
AMUNDI SA 91 Boulevard Pasteur 75015 PARIS SIREN : 314 222 902	Société Anonyme	503 776	100,00%

SITUATION FISCALE DIFFEREE ET LATENTE

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt		
Provisions réglementées	0	0
Subventions d'investissement	0	0
Ecart d'évaluation négatif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Actif	0	0
Autres charges déduites d'avance		
Plus values à long terme en sursis d'imposition		
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt	0	0
Total passif d'impôt futur	0	0
Bases d'allègement de la dette future d'impôt		
Participation des salariés	-862	-637
Autres négociations RH	-96	-3
Provisions pour retraites et obligations similaires	-1 869	-1 444
Autres risques et charges provisionnés	-240	0
Charges à payer	-226	-171
Bonus	-3 546	-2 403
Provision contrat génération	-262	-213
Ecart d'évaluation positif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Passif		
Autres produits taxés d'avance		
Déficits reportables fiscalement		
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt taux normal	-5 232	-4 871
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt taux long terme	-1 869	
Total actif d'impôt futur au taux normal de l'exercice (1)	-1 802	-1 677
Total actif d'impôt futur au taux Long Terme (2)	-483	
Situation nette	-2 284	-1 677

(1) Taux d'impôt :	34,43%	34,43%
Dont taux normal d'impôt sur les sociétés :	33,33%	33,33%
Contribution sociale sur l'impôt :	3,30%	3,30%
Contribution exceptionnelle sur l'impôt :	0,00%	0,00%
(2) Taux Long terme	25,83%	

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie.

QUOTE-PART DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN

Affaires bénéficiaires	Résultat global	Résultat transféré
AMUNDI IT SERVICES (Résultat comptable 2016 affecté par l'AG du 30/06/2017)	1 420	7
TOTAL	1 420	7

Affaires déficitaires	Résultat global	Résultat transféré
TOTAL	0	0

Liste des filiales et des participations

Filiales et participations	Devise	Capital (4)	Réserves et report à nouveau avant affectations (4)	Quote-part du capital détenu	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis non encore remboursés	Cautions et avoirs donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxe du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice	Observations
					Brute	Nette						
A. Renseignements détaillés(1) (2)												
Filiales (* de 50% de capital détenu par la société) *												
Amundi Real Estate Italia SGR SPA	EUR	9 200		70	12 040	12 040	0	0			1 292	
Amundi Real Estate Luxembourg	EUR	125		100	135	100	200	0				
Amundi Investments Maroc	EUR	93		100	0	0	1 054	0				
Edifius	EUR	1		90	1	1	0	0				
Participations (10 à 50% du capital)												
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations non reprises au A.												
Filiales françaises (ensemble)	EUR			1	20	6	0	0				
Filiales étrangères (ensemble) (3)												
Participations dans des sociétés françaises												
Participations dans des sociétés étrangères												

(1) Dont la valeur d'entrée dans un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société intervient à la publication. Lorsque la société a été introduite à son tour, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement. (3) En en déduisant (4) filiales étrangères (ensemble).

(2) Pour chaque filiale et action, avec laquelle la société a un lien de participation, indiquer la dénomination et le siège social.

(3) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne sont pas inscrites au § A, sont inscrites sous ces rubriques.

(4) Dont la monnaie locale d'émission. Capital au 31/12/2016.

DETAIL DES CHARGES A PAYER en K€

Charges à payer	Montant
Fourn. - fact. non parvenues	27 390
Perso - dettes prov. partic. salariés	787
Perso - autres charges à payer	526
Charges sur bonus provisionnés	1 208
Dettes provisions congés payés	1 581
Perso - dettes prov. sur bonus	2 322
Provisions JRS	59
Perso -prov. bonus différé	229
Charges prov. bonus différés	113
Ch. soc. sur prov./ salaires	731
Organic à payer	226
Part. à l'effort de construction	48
Autres charges à payer/organismes sociaux	283
Provision Contrib. Eco. Territoriale	865
Provision Taxe sur les salaires	125
Autres impôts et taxes	1
TOTAL DES CHARGES A PAYER	36 472

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie.

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR en K€

Produits à recevoir	Montant
Clients OPCVM, produits non facturés	22 061
Organismes sociaux, produits à recevoir	12
Etat, crédit d'impôt	29
Créances groupe - intérêts courus	32
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	22 134

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie.

AMUNDI IMMOBILIER
Société Anonyme au capital de 16 684 660 euros
Siège Social : 91-93 BD PASTEUR - 75015 PARIS
315429837 RCS PARIS

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU 18 JUIN 2018**

Le 18 juin 2018 à 10h00 heures, les actionnaires de la Société AMUNDI IMMOBILIER se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire, Immeuble Agoram, 91-93 boulevard Pasteur 75015 PARIS, sur convocation faite par le Conseil d'Administration, suivant lettre adressée le 31 mai 2018 à chaque actionnaire.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émarginée par chaque membre de l'Assemblée entrant en séance.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Fathi Jerfel, Président du Conseil d'Administration.

Les Sociétés AMUNDI et AMUNDI ASSET MANAGEMENT représentées par Monsieur Bernard De Wit, les deux plus forts actionnaires, présents et acceptants, sont appelés comme Scrutateurs.

Madame Agnès Wautier est désignée comme Secrétaire.

Le Cabinet PricewaterhouseCoopers représenté par Monsieur Emmanuel Benoist, Commissaire aux Comptes, régulièrement convoqué, est absent et excusé.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau permet de constater, que les actionnaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance possèdent 878 140 actions sur un total de 878 140 actions, et que, en conséquence, l'Assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président déclare la séance ouverte.

Le Président rappelle que les actionnaires ont été convoqués en Assemblée à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Lecture des rapports du Conseil d'Administration sur les opérations de l'exercice clos le 31/12/2017 ;
- Lecture des rapports du Commissaire aux Comptes sur l'accomplissement de sa mission et sur les conventions visées par l'article L.225.38 du Code du Commerce ;
- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31/12/2017 ;
- Affectation du résultat de l'exercice ;
- Approbation du rapport spécial établi par le Commissaire aux Comptes ;

Première résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration, et du rapport du Commissaire aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2017.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, sur proposition du Conseil d'Administration, constatant que le bénéfice net de l'exercice s'élève à 47 316 208,08 euros augmenté du report à nouveau de 13 885 332,77 euros, soit une somme distribuable de 61 201 540,85 euros, décide :

- de distribuer un dividende de 52,27 euros par action, soit au total 45 900 377,80 euros ;
- d'affecter le solde, soit 15 301 163,05 euros, en report à nouveau.

Les dividendes par action mis en paiement au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Dividende	Revenu distribué éligible à l'abattement de 40 %*	Revenu distribué non éligible à l'abattement de 40 %*
2014	0	0	0
2015	30,62 €	30,62 €	0
2016	47,43 €	47,43 €	0

(*) (Article 158-3- 2 du CGI)

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes, sur les conventions relevant de l'article L. 225-38 du Code de commerce, approuve les conclusions dudit rapport.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix.

Extrait certifié conforme par le Directeur Général
Monsieur Jean Marc Coly